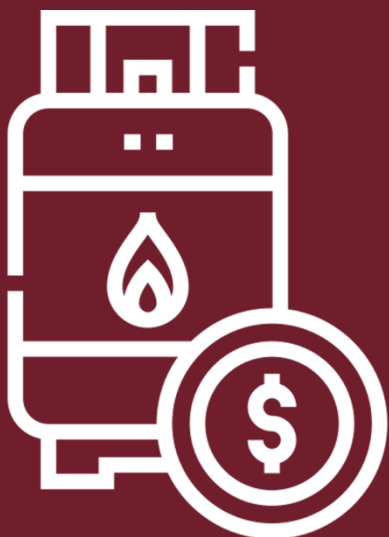




R-4289-2025 | Coûts d'exploitation

Présentation de la preuve d'OC-APA

Option consommateurs et Association pour la protection des automobilistes

Audience du 27 au 29 octobre 2026



Plan de la présentation



Position d'OC-APA

Matthieu Déborbe, avocat et urbaniste, Option consommateurs

≈ 5 min



Historique des marchés non régulés

George Iny, président, APA

≈ 15 min



Analyse de la demande de l'ADEQ

Cédric Lascombe, analyste, positiv

≈ 30 min

→ **Recommandations** d'OC-APA

→ **Annexe** : réponse à une question anticipée (régions éloignées)

Procureur d'OC-APA : Me Guillaume Lemieux





Position d'OC-APA

Matthieu Déborbe — avocat et urbaniste, Option consommateurs

≈ 5 minutes



Position d'OC-APA

Le Montant : un plancher, pas un plafond

« Aux fins du paragraphe 1°, les coûts d'exploitation sont les coûts nécessaires et raisonnables pour faire le commerce au détail d'essence ou de carburant diesel de façon efficace. »

Loi sur la Régie de l'énergie (« LRÉ »), art. 59

Trois conditions cumulatives : des coûts nécessaires, raisonnables, et ceux d'une essencerie efficace.



Protéger le consommateur

« La protection du consommateur est la finalité de l'exercice, et le Montant n'en est que le moyen. »
Voir également l'art. 5 de la LRÉ.



Prévenir les prix prédateurs

Le plancher préserve les concurrents efficaces, notamment dans les marchés peu denses et les régions éloignées.



Des coûts réels et documentés

Le Montant ne doit intégrer que des coûts vérifiables, et non des estimations non étayées.



Position d'OC-APA

Ce que demandent OC-APA

Montant demandé (¢/litre)

7,32

Région 1

ADEQ : 8,76

7,36

Région 2

ADEQ : 8,90

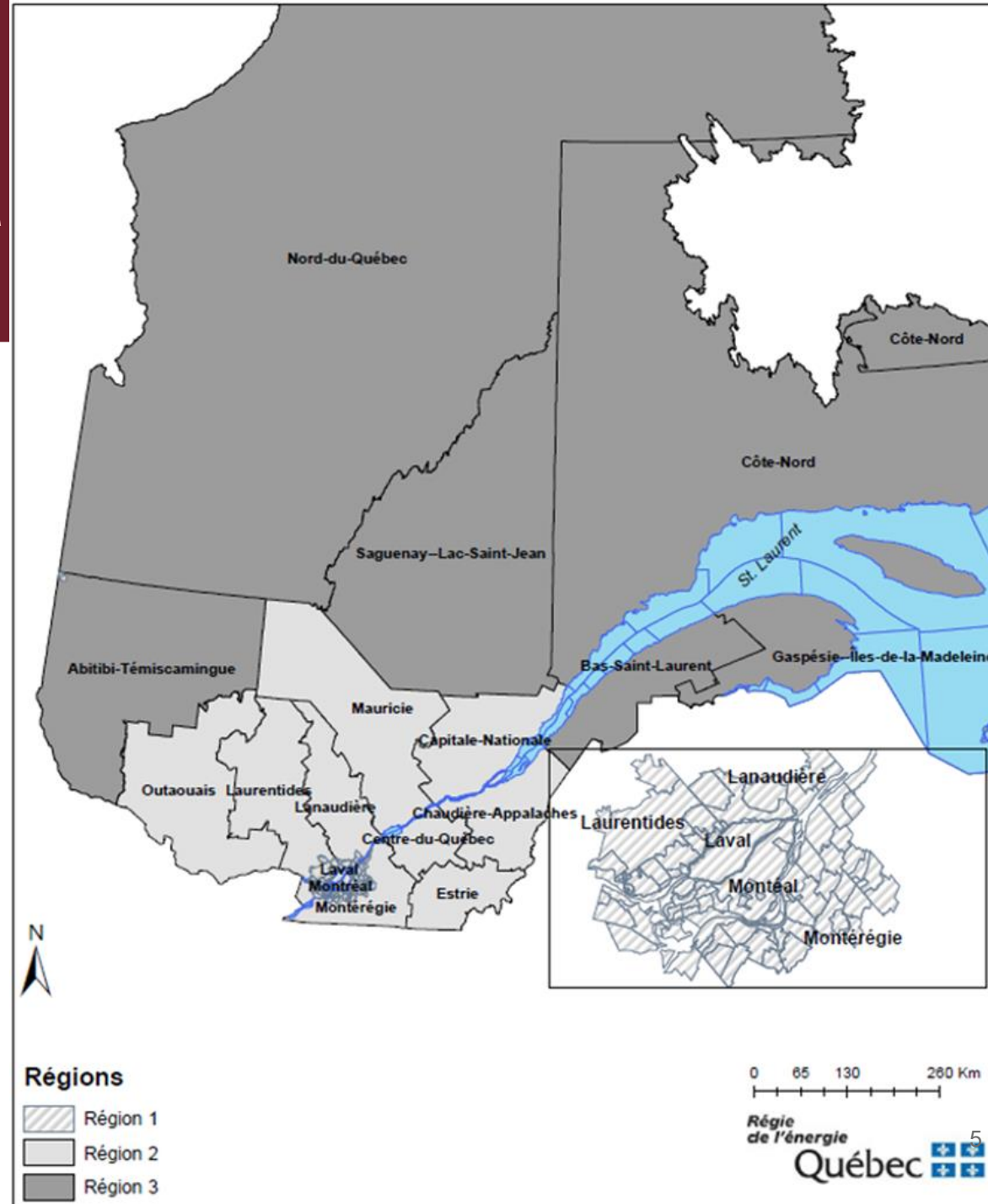
8,38

Région 3

ADEQ : 10,36

Une hausse reconnue de 52 à 66 % par rapport à 2021 — fondée sur des coûts documentés.
Montant ajusté (frais de cartes) : voir l'analyse.

Source : C-OC-APA-0018 (tableau A6), ajusté selon C-ADEQ-0017 (rép. 4.1); C-OC-APA-0023, p. 2; C-ADEQ-0016 (tableau 3 modifié). Carte : Régie de l'énergie.





Position d'OC-APA

Ce que demandent OC-APA

OC-APA demandent à la Régie de :

- **Fixer** le Montant sur des coûts documentés
- **Maintenir** l'exclusion des pertes d'inventaire
- **Retenir** une valeur transitoire pour l'amortissement et les frais de financement
- **Rejeter** l'indexation prospective de l'ADEQ
- **Adopter** une indexation à l'inflation observée (IPC-Québec), à volume neutralisé



Historique des marchés non régulés

George Iny — président, Association pour la protection des automobilistes (APA)

≈ 15 minutes



Années 1990 : des guerres de prix

Ontario et Colombie-Britannique, des marchés sans plancher



Ontario — Toronto

Toronto a connu une importante guerre de prix dans les années 1990, qui a mené à une forte consolidation des essenceries. Après cette consolidation, les marges sur la vente d'essence ont augmenté.

Témoignage de George Iny (APA); voir aussi C-ADEQ-0013, p. 3



Colombie-Britannique — Vancouver

À Vancouver, l'arrivée d'une bannière américaine prête à vendre à perte pour se tailler une place sur le marché a déclenché une importante guerre de prix. En 1998-1999, le prix de détail y a parfois été inférieur au coût d'acquisition. Ces prix prédateurs ont fait sortir les stations indépendantes du marché.

Témoignage de George Iny (APA)

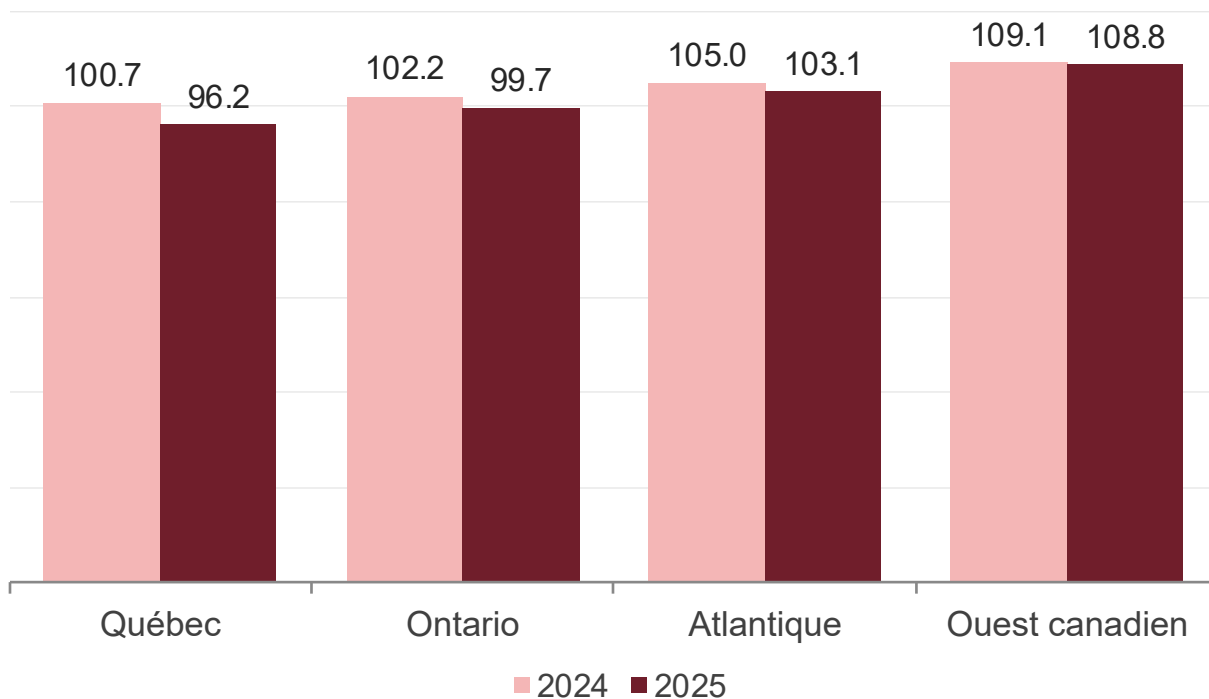
La mécanique décrite au dossier : prix sous le coût d'acquisition → sortie des concurrents plus faibles → marché rationalisé.





Après la guerre : moins de concurrents Et des prix qui ne sont pas plus bas

Prix hors taxes, essence ordinaire (¢/litre)



« La prétendue « rationalisation » du marché ontarien, qui s'est produite bien avant celle du Québec, n'a pas eu d'effet bénéfique pour les consommateurs de cette province. »

ADEQ — C-ADEQ-0011, p. 21

« Même si les volumes de ventes peuvent être plus élevés, cela ne signifie pas nécessairement des meilleurs prix, notamment si ces volumes élevés résultent de la perte de concurrents. »

ADEQ — C-ADEQ-0011, p. 23 (rép. 8.2)

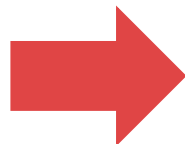


Au Québec : un marché déjà rationalisé

Près de deux fois moins d'essenceries qu'en 1997

5 059

essenceries en 1997



2 671

essenceries en 2024

-47 %

29,3

essenceries pour 100 000 habitants

→ **L'ADEQ elle-même** conclut qu'« une rationalisation importante s'est déjà produite ».



Le prix plancher : comment il fonctionne

Un seuil, une présomption, un recours civil

Prix minimum à la rampe de chargement

incluant le coût carbone (SPEDE)

+ Coût minimal de transport

de la raffinerie à l'essencerie

+ Taxes provinciales et fédérales

= Seuil ordinaire : le coût du détaillant

Appliqué par défaut, sans le Montant

+ Montant (coûts d'exploitation)

Seulement si la Régie l'inclut, pour une zone et une période (art. 59)

- **Vendre sous le seuil** : l'entreprise est « présumée exercer ses droits de manière excessive et déraisonnable » (art. 67 LPP).
- **Qui sanctionne** : les tribunaux civils, par des dommages-intérêts, y compris punitifs, et non la Régie.
- **Inclure le Montant** : une exception, sur demande et après audience. Ex. : 3 ¢/L à Québec et Lévis pendant trois mois (D-2001-166).
- **Depuis 2025** : la présomption ne vaut que dans les territoires désignés par règlement (L.Q. 2025, c. 24, art. 145). Aucun territoire n'a encore été désigné.





Ce que le plancher aurait pu éviter

Protéger la concurrence, pas les concurrents

« Il n'a pas voulu protéger les concurrents, mais bien la concurrence. »

Régie — D-2022-017, p. 13 (citée à C-ADEQ-0013, p. 8)

« Le prix minimum a joué un rôle déterminant en limitant les guerres de prix prédatrices [...] sans pour autant empêcher les guerres de prix sporadiques. »

ADEQ — C-ADEQ-0013, p. 8 (rép. 3.6)

Ce qu'un plancher empêche

- **La vente sous le coût** d'acquisition, pour éliminer un concurrent plus faible.
- **La sortie forcée** de concurrents pourtant efficaces.
- **La concentration** qui suit, sans gain de prix pour le consommateur.

Ce qu'il n'empêche pas : les baisses de prix ponctuelles et locales, qui profitent au consommateur.



Le risque : des déserts énergétiques

Les régions éloignées d'abord



Région 1

Densité et volume plus élevés : concurrence et accessibilité locale à préserver.



Région 2

Bassins dispersés : une rationalisation peut menacer l'accessibilité et la concurrence.



Région 3

Faible densité, vaste territoire : risque de déserts énergétiques, voire alimentaires.

« Dans la région 3, les risques liés à la rationalisation sont encore plus importants [...] vulnérabilité des populations exposées aux déserts énergétiques, lesquels pourraient entraîner des déserts alimentaires. »

ADEQ — C-ADEQ-0017, p. 5 (rép. 1.4)





Un plancher se juge à la paix qu'il installe

Pas au nombre de fois où on l'actionne

L'efficacité du prix plancher ne se mesure pas au nombre de fois où la Régie l'a actionné, mais à la paix durable qu'il maintient entre les acteurs du marché : sa seule existence dissuade les guerres de prix.

4 fois

le Montant a été inclus dans le seuil, sur décision de la Régie (C-ADEQ-0013, p. 9)

Comme la dissuasion : son succès se compte en guerres qui n'ont pas eu lieu.

D'où l'importance du bon niveau

- **Trop bas** : il ne dissuade plus.
- **Trop haut** : le consommateur paie des coûts non nécessaires.
- **Juste** : les coûts d'une essencerie efficace, et seulement ceux-là.





Analyse de la demande de l'ADEQ

Cédric Lascombe — analyste, positiv, pour OC-APA

≈ 30 minutes



La demande de l'ADEQ

Un Montant presque doublé

Région 1

4,40 → **8,76**

¢/litre — 2021 → proposition 2026

+99 %

Région 2

4,70 → **8,90**

¢/litre — 2021 → proposition 2026

+89 %

Région 3

5,50 → **10,36**

¢/litre — 2021 → proposition 2026

+88 %



Notre grille de lecture

Accepter, documenter, exclure

Accepter

Hausses compatibles avec l'évolution générale des coûts

Salaires, avantages sociaux, électricité, entretien, assurances, honoraires, fournitures, télécommunications, permis, coûts environnementaux

Documenter ou ramener

Hausses qui exigent une justification documentée

Amortissement, frais de financement, frais de cartes, déneigement et entretien paysager

Exclure

Composante déjà écartée par la Régie

Pertes d'inventaire et vols



Un constat transversal

Des montants fondés sur « l'expérience des membres »

« Les membres du comité ont évalué les coûts [...]. Les données ont été centralisées à la permanence de l'ADEQ [...]. Par la suite, les membres du comité ont révisé, en réunions, les données consolidées. »

ADEQ — C-ADEQ-0011, p. 12 (rép. 5.2)

« Les données sont consolidées à l'ADEQ en retenant les plus bas coûts. [...] Les données individuelles ne sont pas conservées. »

ADEQ — C-ADEQ-0016 (rép. 4.3), citée à C-ADEQ-0017, p. 8

Ce que l'ADEQ indique ne pas avoir



Âge moyen du parc, remplacements à venir

« L'ADEQ n'a pas cette information. » — C-ADEQ-0017, p. 8



Prévision d'inflation

« Nous n'avons pas trouvé d'étude » — C-ADEQ-0011, p. 19



Salaires par région

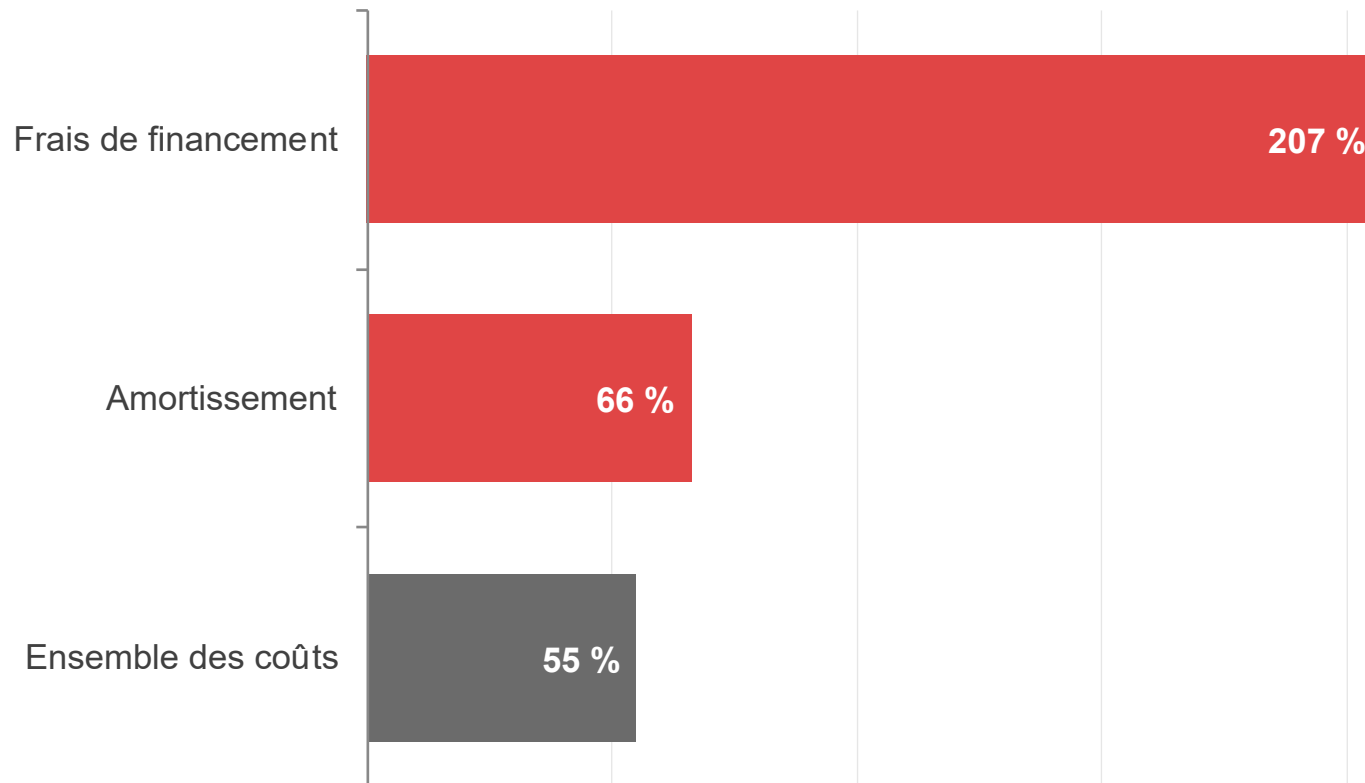
« L'ADEQ n'a donc pas ces données. » — C-ADEQ-0013, p. 7





Où se concentre la hausse

Deux postes, près de la moitié de la hausse — région 1, 2021-2025



46 %

de la hausse en dollars vient de ces deux postes, qui ne pesaient que 22 % des coûts en 2021

- **En dollars** : +56 360 \$ sur une hausse totale de +123 563 \$.
- **Ils reposent** sur une même assise d'actifs, évaluée au coût de remplacement neuf.



Les cinq postes contestés

Proposition de l'ADEQ et valeur retenue par OC-APA — région 1

Poste	ADEQ 2025	Var. 2021	OC-APA	Approche d'OC-APA
Amortissement des équipements	53 167 \$	+66 %	40 007 \$	Valeur transitoire : coût 2021 actualisé (construction non résidentielle, +25,2 %)
Frais de financement	52 125 \$	+207 %	42 539 \$	Valeur transitoire : même assise d'actifs actualisée
Frais de cartes de débit et de crédit	63 865 \$	+54 %	45 084 \$	Ajustement selon le prix observé et le volume moyen vendu par essencerie (ajusté)
Pertes d'inventaire	15 106 \$	nouveau	0 \$	Exclusion — position constante de la Régie
Déneigement et entretien paysager	5 100 \$	+57 %	3 796 \$	Coût 2021 indexé à l'IPC-Québec (+16,8 %)

Les mêmes approches s'appliquent aux régions 2 et 3 (mémoire amendé, tableaux A6 à A11).



Amortissement et frais de financement

L'ADEQ chiffre un parc entièrement neuf

632 300 \$

immobilisations, région 1 (2021)



1 037 500 \$

immobilisations, région 1 (2025)

« Si on compare ce modèle à la comptabilité historique d'une station réelle n'ayant pas remplacé récemment ses actifs, le résultat peut apparaître supérieur [...] »

ADEQ — C-ADEQ-0017, p. 7 (rép. 2.4.3)

+64 % : la valeur d'un parc d'équipements neuf, au prix de 2025.

→ **Notre proposition :** la valeur de 2021, actualisée selon l'indice de la construction non résidentielle (+25,2 %). Taux et levier de l'ADEQ conservés.



Pertes d'inventaire

Un poste déjà écarté à deux reprises

2013

D-2013-087, par. 179-181

Les pertes « ne constituent donc pas un coût d'exploitation » : une diminution des revenus. La Régie retire l'item.

2022

D-2022-017, par. 321-323

Preuve insuffisante que ces pertes sont assumées par les essenceries du modèle; l'ADEQ invitée à bonifier sa preuve.

2026

Proposition de l'ADEQ

15 106 \$, 11 652 \$ et 7 611 \$ selon la région — sans calcul documenté.

Double compte : pour le détaillant non propriétaire, l'ADEQ situe elle-même la perte « dans le calcul global de sa commission » (C-ADEQ-0011, rép. 2.3).



Frais de cartes et déneigement

Ramener à l'observé

Frais de cartes de débit et de crédit

63 865 \$

ADEQ (région 1)

45 084 \$

OC-APA corrigé (région 1)

- **Ces frais suivent** la valeur des transactions : litres vendus × prix.
- **OC-APA ajustent** selon le prix (+14,6 %) et les litres vendus (−5 % en région 1).
- **L'écart restant** : un taux de 55 % estimé et un prix moyen de trois ans (1,577 \$/L).

Déneigement et entretien paysager

5 100 \$

ADEQ (région 1)

3 796 \$

OC-APA (région 1)

- **Part de la facture imputée à l'essence** plutôt qu'au dépanneur : 50 % au tableau, puis 60 % en réponse à la Régie.
- **Des causes** qui « pourrai[en]t provenir » de la main-d'œuvre et de l'essence-éthanol.
- **OC-APA retiennent** le coût 2021 indexé à l'IPC-Québec.





Frais de cartes : correction de notre ajustement

À la lumière de la réponse de l'ADEQ du 2 septembre

« Au cours de la même période, les volumes moyens de ventes ont très peu varié. [...] Les variations de volumes n'ont donc pas eu d'incidence importante sur l'évolution de ce coût. »

ADEQ — C-ADEQ-0017, rép. 4.1 (2 septembre 2026)

Ce qui change

- **Les frais de 2021** avaient été calculés sur 4,25 MI, le volume moyen sans majoration. En 2025 : 4,02 MI, soit -5 % (-1 % et +2 % en régions 2 et 3).
- **Notre mémoire** a comparé 4,02 MI au volume de référence de 2022, qui inclut la majoration de 20 % (5,1 MI) : -21 %. Les 16 points d'écart ne viennent que de la majoration retirée.

	Région 1	Région 2	Région 3
Frais de cartes — mémoire	37 408 \$	28 155 \$	19 119 \$
Frais de cartes — ajustés	45 084 \$	33 626 \$	22 830 \$
Montant — mémoire	7,13 ¢	7,19 ¢	8,20 ¢
Montant — ajusté	7,32 ¢	7,36 ¢	8,38 ¢
Proposition de l'ADEQ	8,76 ¢	8,90 ¢	10,36 ¢

Ajustement à la hausse : +0,17 à +0,19 ¢/L. Les frais par litre suivent désormais le prix (+14,6 %).





Comprendre l'effet de volume

Montant = coûts d'une essencerie ÷ litres qu'elle vend

Coûts annuels (région 2)

231 838 \$

÷

Litres vendus par an

3 150 000 L

=

7,36 ¢/L

Coûts identiques

231 838 \$

÷

Litres vendus : -5 %

2 992 500 L

=

7,75 ¢/L

+0,39 ¢/L

de Montant en plus,
sans un dollar de coût
supplémentaire

Pourquoi ? Les mêmes coûts sont répartis sur moins de litres : chaque litre en porte davantage. Une hausse du Montant ne prouve donc pas, à elle seule, une hausse des coûts.





L'effet de volume, de 2021 à 2025

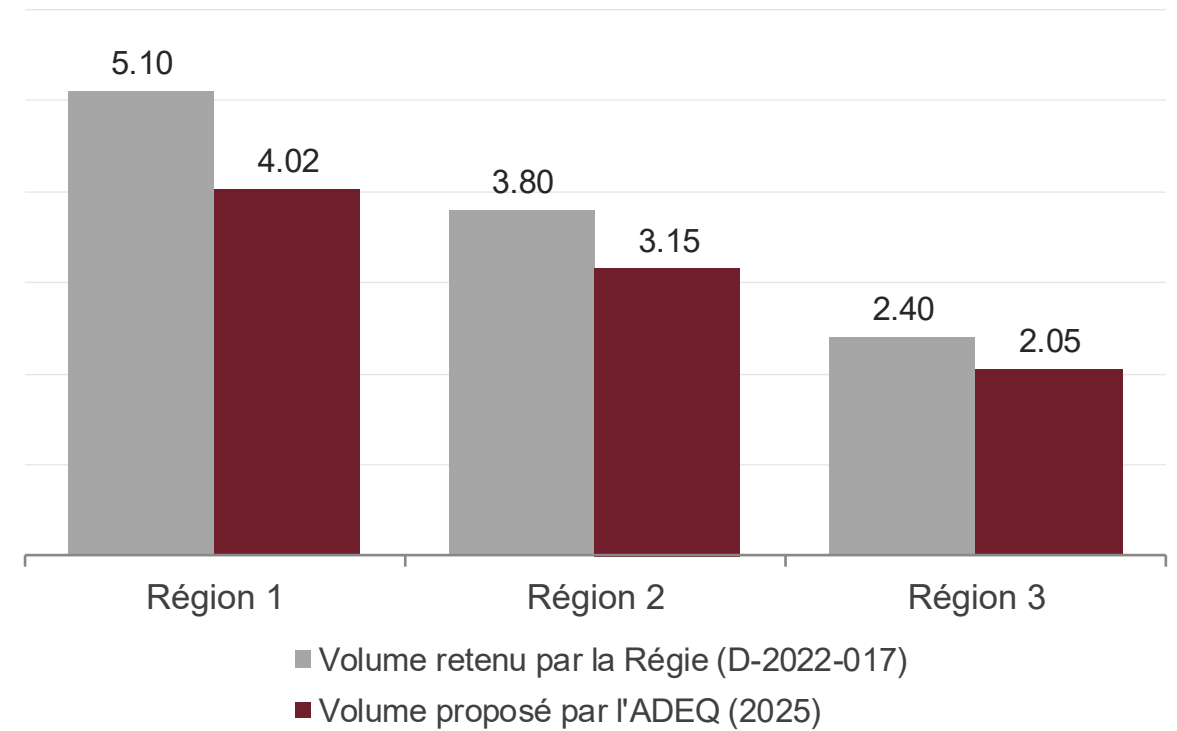
Le volume de référence a baissé de 15 à 21 % selon la région

30 à 43 %

de la hausse du Montant tient à la baisse du volume de référence, et non aux coûts

- **Une majoration réduite, jamais abandonnée** : 25 % en 2013, 20 % en 2022, pour refléter une essencerie efficace.
- **En 2026, l'ADEQ retient** le volume brut du recensement 2024, sans majoration, et ne propose aucune méthode de rechange.
- **Résultat** : le dénominateur recule, le Montant monte mécaniquement.

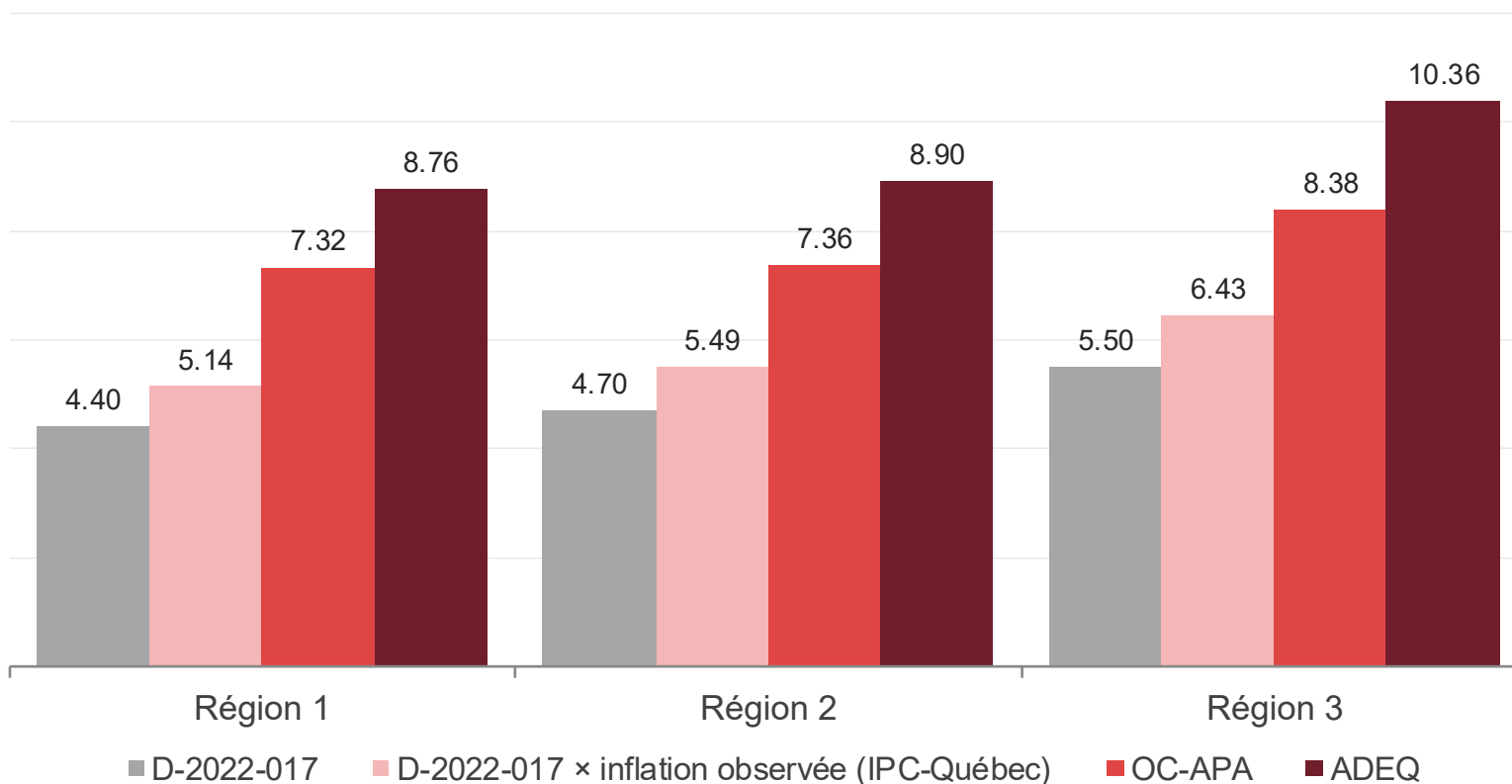
Volume de référence (millions de litres)





Le Montant corrigé d'OC-APA

Comparaison par région (¢/litre)



+52 à +66 %

hausse reconnue par OC-APA par rapport à 2021

-1,44 à -1,98 ¢

par litre, par rapport à la proposition de l'ADEQ



Indexation

Pourquoi écarter la projection de l'ADEQ

Une cible, pas une prévision

$$3,0604 \% = (1,02^3 - 1) \div 2$$

La cible de 2 % de la Banque du Canada, composée sur trois ans puis divisée par deux.

C-ADEQ-0011, p. 19 (rép. 7.2)

Aucune étude à l'appui « Nous n'avons pas trouvé d'étude »

L'ADEQ indique n'avoir trouvé aucune prévision économique d'inflation.

C-ADEQ-0011, p. 19 (rép. 7.2)

Contraire au principe de 2022

« informations réelles [...] et non [...] prévisions »

La Régie fixe les coûts sur des données réelles, non sur des prévisions.

D-2022-017, par. 349 (C-ADEQ-0011, p. 17)





La formule, pas à pas

Indexer le Montant sur l'inflation observée au Québec

$$M_{r,t} = M_{r,0} \times IPC_{t-1} \div IPC_0$$

En mots : le Montant de l'année = le Montant fixé par la Régie × l'inflation cumulée depuis l'année des coûts documentés.

$M_{r,0}$ Montant fixé sur coûts documentés : 7,32 / 7,36 / 8,38 ¢

IPC_0 IPC-Québec de l'année des coûts : 2025 = 161,0

IPC_{t-1} IPC-Québec de la dernière année civile complète

1

Janvier

Statistique Canada publie l'IPC-Québec moyen de l'année écoulée (tableau 18-10-0005-01).

2

Calcul

Facteur = IPC de l'année écoulée ÷ 161,0. Toujours depuis la base, sans chaînage; le même pour les trois régions.

3

1er mars

Nouveau Montant = Montant de base × facteur, arrondi au centième de cent.

4

Symétrie

Si l'IPC baisse, le Montant baisse.

5

3e année au plus tard

Actualisation sur coûts documentés, ou plus tôt sur demande : nouvelle base, et l'indexation repart de là.





Neutraliser le volume

Indexer les coûts, figer le volume jusqu'à l'actualisation

1

Le Montant est un quotient

$$M = C \div V$$

2

On indexe les coûts seulement

$$C_{r,0} \times IPC_{t-1} \div IPC_0$$

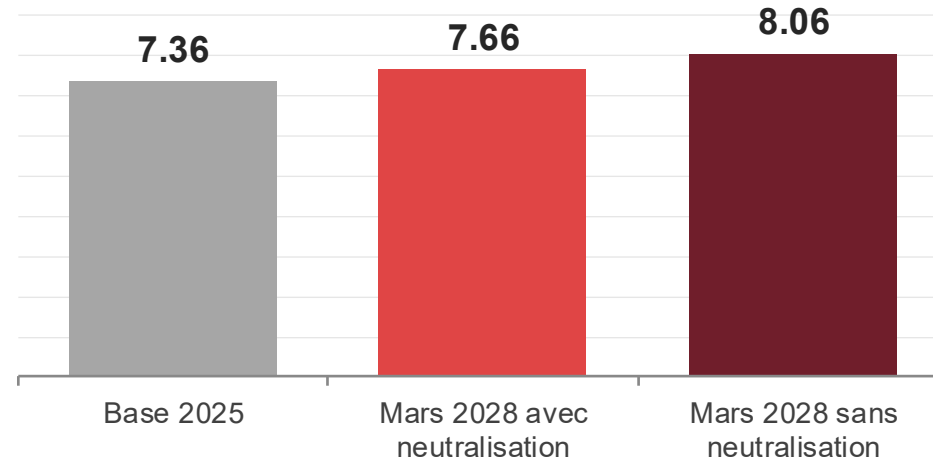
3

On fige le volume jusqu'à l'actualisation

$$V_{r,0}$$

Comme $C_{r,0} \div V_{r,0} = M_{r,0}$, le volume « sort » de la formule : on indexe directement le Montant de base.

Région 2 — volume -5 %, inflation 2 %/an (¢/L)



- **Inflation, deux ans** : +0,30 ¢
- **Volume -5 %** : +0,39 ¢ — plus que l'inflation
- **Le volume se débat à l'actualisation**, sur preuve, et non chaque année.





La formule en pratique

Deux indexations successives, puis l'actualisation

Date d'application	IPC-Québec retenu	Facteur	Région 1	Région 2	Région 3
Décision de la Régie (coûts 2025)	2025 : 161,0	1,0000	7,32 ¢	7,36 ¢	8,38 ¢
1er mars 2027	2026 : 164,2	1,0199	7,47 ¢	7,51 ¢	8,55 ¢
1er mars 2028	2027 : 167,5	1,0404	7,62 ¢	7,66 ¢	8,72 ¢

Au plus tard en 2029 (3e année suivant la décision) : actualisation sur coûts documentés — ou plus tôt, dès 2028, si la Régie ou une personne intéressée le demande

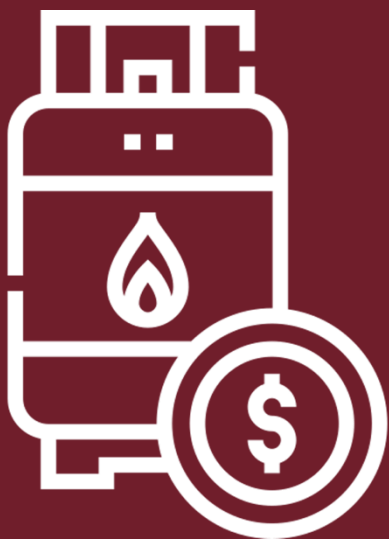
- **Lecture** : en mars 2028, $7,32 \times 1,0404 = 7,62$ ¢ en région 1.
- **IPC 2026 et 2027** : hypothèse illustrative de 2 % par an. À 3 %, le Montant de 2028 serait de 7,77 / 7,81 / 8,89 ¢.





Recommandations d'OC-APA À la Régie de l'énergie

- 1 **Reconduire le modèle de référence** de l'essencerie libre-service jumelée à un dépanneur.
- 2 **Rejeter l'indexation prospective** de 3,06 % proposée par l'ADEQ et retenir les coûts du tableau OC-APA-A6 : pertes d'inventaire exclues, frais de cartes ajustés selon le prix et le volume observés, valeur transitoire pour l'amortissement et les frais de financement (indice de la construction non résidentielle).
- 3 **Fixer en conséquence le Montant** à 7,32 ¢/L (région 1), 7,36 ¢/L (région 2) et 8,38 ¢/L (région 3).
- 4 **Subsidiairement, adopter une indexation annuelle** à l'IPC-Québec observé, à volume neutralisé, bornée par une actualisation sur les coûts réels documentés au plus tard la troisième année.



Merci
Questions



Annexe

Question anticipée



Annexe A1 — Régions éloignées

Le Montant d'OC-APA ne fragilise-t-il pas les essenceries des régions éloignées?

Réponse

- **Un objectif partagé** : le plancher doit permettre la survie d'essenceries efficaces, notamment en régions éloignées.
- **Une hausse substantielle** : en région 3, le Montant d'OC-APA (8,38 ¢/L) progresse de 52 % par rapport à 2021 — bien au-delà de l'inflation observée (6,43 ¢/L).
- **Un plancher juste** : un Montant surévalué est payé par les consommateurs de ces mêmes régions.

Appui au dossier

- C-OC-APA-0016, p. 4 (rép. 1.2)
- C-OC-APA-0023, p. 4
- C-OC-APA-0018 (tableau A6)